

## CONTRAT DOCTORAL – DROIT

Établissement : Université de Bordeaux

École Doctorale de droit

Laboratoire de rattachement : CRDEI

Encadrement de la thèse : Marion Tissier-Raffin et Marie-Pierre Camproux-Duffrene

Financement : Contrat doctoral 3 ans – à partir du 1/12/2023 – Fondation pour la Recherche Médicale

Début de la thèse : 1<sup>er</sup> décembre 2023

Date limite de candidature : 1<sup>er</sup> novembre 2023

Envoyez CV + lettre de motivation à [marion.tissier@u-bordeaux.fr](mailto:marion.tissier@u-bordeaux.fr)

Vous cherchez un contrat doctoral en sciences juridiques et vous souhaitez participer à un Grand Projet de Recherche interdisciplinaire et innovant ? Vous vous intéressez au droit de l'environnement, à la santé environnementale et au droit à un environnement sain, au droit des générations futures ?

Rejoignez le projet de recherche transdisciplinaire « *Du laboratoire au droit à un environnement sain : effets multigénérationnels de l'exposition aux nanoparticules* » porté par des chercheurs spécialisés en droit de l'environnement et des neuroscientifiques.

Financé par la Fondation pour la Recherche Médicale, l'objectif de ce projet de recherche est de proposer un cadre d'analyse commun de l'évaluation réglementaire et scientifique du concept d'**exposome**, à partir d'un dialogue pluri et transdisciplinaire entre une équipe de juristes et une équipe de neuroscientifiques. Le concept d'exposome propose une définition multidimensionnelle, dynamique et transgénérationnelle de l'ensemble des expositions environnementales auxquelles est soumis un individu tout au long de son existence, et qui peuvent influencer sa santé et sa durée de vie, mais également la santé et la durée de vie des générations futures. Ainsi, une équipe de neuroscientifiques étudiera, sur plusieurs générations, les effets d'une exposition répétée pré et postnatale aux nanoparticules afin de mieux comprendre les modes d'action chimiques sur la santé humaine. Une seconde équipe de juristes étudiera le concept législatif d'exposome, sa réception et son interprétation en droit, et plus précisément ses liens avec le concept de One Health, sa possible mobilisation dans le cadre du droit à un environnement sain, y compris pour des générations futures, et l'élaboration de politique de prévention en santé-environnement. Le mécanisme de la responsabilité sera mobilisé et la question du lien de causalité traitée avec attention.

Dans ce contexte, nous recrutons un.e doctorant.e dont l'étude portera sur l'intégration du concept d'exposome dans la réglementation et en science juridique, dans le cadre d'une interprétation dynamique de ce concept à la lumière du droit à un environnement sain, du droit des générations futures, du concept One Health et des notions de préjudice environnemental et sanitaire.

Mots Clés :

Exposome – Droit à un Environnement Sain – Santé Environnementale – One Health - Effets Transgénérationnels – Droit des générations futures – préjudice sanitaire et préjudice environnemental - Nanoparticules

Activités essentielles liées au contrat doctoral de recherche:

- Une analyse comparative des sources juridiques qui ont intégré le concept d'exosome
- Une analyse doctrinale et jurisprudentielle du droit à un environnement sain, du droit des générations futures, du droit à la santé, du principe de prévention et du principe de précaution
- Une analyse des différentes procédures institutionnelles d'évaluation des risques sanitaires et environnementaux
- Une analyse juridique du concept de causalité en santé environnementale : effets cocktail – effet dose – effets transgénérationnels
- Une analyse juridique du préjudice environnemental et du préjudice sanitaire
- Une analyse plus précise du cadre juridique et de l'analyse réglementaire des risques en santé-environnement de l'exposition aux nanoparticules.

Environnement et contexte de travail : En rejoignant ce projet, vous serez notamment intégré dans un réseau de chercheurs en sciences juridiques (Marion Tissier-Raffin, CRDEI – Université de Bordeaux ; Marie-Pierre Camproux-Duffrene, SAGE, UMR 7363 – Université de Strasbourg ; Agnès Michelot - UMR 7266 LIENSs – Université de La Rochelle).

Insertion au centre de recherche du CRDEI.

Basé à Pessac et Gradignan, arrêt tram B Doyen Brus et Montaigne-Montesquieu.

Activités associées : Vous participerez à des réunions de travail régulières de réflexion transdisciplinaire avec des chercheurs en neurosciences (Laboratoire INCIA – UMR CNRS 5287 – Université de Bordeaux) afin de proposer une grille d'analyse commune des critères d'identification du concept d'exosome. Vous participerez pleinement au grand colloque international qui clôturera le projet de recherche au terme de ses trois années de financement.

Profil recherché :

Diplôme: Titulaire d'un Master 2 en droit : Mention Droit de l'environnement – Droit de la santé - Droit public fondamental - Droit privé fondamental/approfondi

L'étudiant.e doit avoir des facilités pour passer d'un droit à l'autre (droit public/droit privé) et un gout certain pour l'interdisciplinarité.

Compétences demandées

Savoirs : Bon niveau et solides connaissances de droit en général, en droit de l'environnement et/ou droit de la santé. Intérêt pour les sciences et la santé environnementale.

Savoir-faire : mener des recherches (réécriture d'un mémoire de Master de bonne qualité)

Savoirs-Être : travail en équipe, dialogue pluridisciplinaire, rigoureux, dynamique, initiative

Conditions matérielles et d'accueil :

- Ordinateur portable personnel
- Bureau dans les locaux de l'IUT HSE de Gradignan
- Accès libre à la bibliothèque et la bibliothèque du CRDEI
- Forfait Mobilité durable et prise en charge à 75 % des transports en commun de Gironde
- Participation à la mutuelle à hauteur de 15€
- Des offres de loisirs, sport et culture pour tous les personnels de l'université de Bordeaux
- Parcours d'accueil et de formation

Salaire : 2074 € brut/mois

Références bibliographiques :

Brimo S (2021) Les potentialités du contentieux de la carence administrative en matière de santé et d'environnement, Actualité juridique du droit administratif, n°22, p. 1256

Camproux-Duffrene MP (2020a) Le droit de la responsabilité civile confronté à l'urgence écologique ou la mise en oeuvre de l'action en réparation du préjudice écologique introduite dans le code civil, Mélanges Michel et Patrice Storck, éd. Dalloz-Joly

Camproux-Duffrene MP (2020b) L'émergence de nouvelles catégories de préjudices non individuels : pour la reconnaissance d'un préjudice collectif sanitaire, Revue Juridique de l'Environnement 2020 n° spécial sur Les atteintes à l'environnement et santé : approches juridiques et enjeux transdisciplinaires, p 215

Camproux-Duffrene MP (2021) La preuve du préjudice écologique et sa réparabilité, co-écrit avec E. Thiebold, Cahiers de la justice, ENM- Editions Dalloz juin 2/2021, Revue Justice Actualités, n° 25, p. 128-138. RJA 25 La justice pénale environnementale

Dumitriu ML (2022) The Right to a Healthy Environment, Law review, 12, p. 54

Gaillard E (2011) Générations futures et droit privé - Vers un droit des générations futures, LGDJ, 692 p.

Gaillard E, Forman D (2020) Legal Actions for Future Generations, Peter Lang, p. 496

Khalil MH, Bahadar A (2016) An Intergenerational Right to a Healthy Environment, Journal of Law and Society, vol. 47, Issue 68, p. 125

Knox JH, Pejan R (2018) The Human Rights to a Healthy Environment, Cambridge University Press

Tissier-Raffin M, Morin D, Galey L, Garrigou A (2020) Rendre effectif le droit à un environnement sain : les défis scientifiques et juridiques soulevés par le concept d'exposome. Revue Juridique de l'Environnement 45 (numéro spécial):39-80.